



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction générale des Finances publiques  
Centre des Finances publiques de  
ANGLET ADOUR OCEAN**

5 ESPLANADE DE L'EUROPE - CS 40122

64601 ANGLET CEDEX

Téléphone : 05 59 63 85 57

Mél. : t064047@dgfip.finances.gouv.fr

**POUR NOUS JOINDRE :**

Jours et heures d'ouverture :

du lundi au jeudi 9h-12h et 13h-16h

Réception : (avec ou sans RDV)

Affaire suivie par : Jean-Marie FRAN CZAK

Téléphone : 05 59 58 51 09

courriel jean-

marie.franczak@dgfip.finances.gouv.fr

Envoyé en préfecture le 07/10/2022

Reçu en préfecture le 07/10/2022

Affiché le

ID : 064-216401224-20220930-DGS\_22\_49-DE

FINANCES PUBLIQUES

**CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES DE ANGLET ADOUR OCEAN**  
5 ESPLANADE DE L'EUROPE - CS 40122  
64601 ANGLET CEDEX

**MADAME LE MAIRE DE BIARRITZ  
SERVICE DES FINANCES**

ANGLET le 28 juillet 2022

**Objet : JUGEMENT CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES NOUVELLE -AQUITAINE  
MISE EN DEBET DU COMPTABLE  
DEMANDE DE DELIBERATION**

Madame le Maire,

Par un jugement du 19 mai 2022 n° 2022-0008 la Chambre Régionale des Comptes Nouvelle-Aquitaine a prononcé une mise débet du comptable.

Le montant total de la mise en débet est de 382 554,69 euros.

Le débet concerne :

- un manquement, pour défaut de diligence de recouvrement sur débiteur privé
- un manquement, pour défaut de diligence de recouvrement sur débiteurs public
- un manquement, pour versement de rémunération en l'absence de pièces justificatives

Premier manquement pour un montant de 3 259,60 €

Il concerne les titres émis au nom de la société « STE L'ESTANQUET » 2 Avenue Joseph Petit à Biarritz

titre 2012-2678 pour 1 629,80 du 05/09/2012

titre 2013-2737 pour 1 629,80 du 06/01/2014

Pour information sur le suivi du dossier :

La commune a émis le 12/10/2015 un titre 1782-2015 pour 1792,60 au nom de STE L'ESTANQUET relatif au store terrasse pour l'exercice 2015

L'avis des sommes à payer, posté le 22/10/2015 est revenu NPAI

Suite à ce retour une recherche a été effectuée sur Intuiz

L'activité au nom de L ESTANQUET a débuté le 30/09/2008

L'établissement a été revendu en date du 10/04/2014 à L ESTANQUET GAIXOA

Nous avons par un courriel du 22 mars 2016 demandé l'annulation du titre 1872/2015 et l'émission d'un titre au nouveau propriétaire , L ESTANQUET GAIXOA

La Commune qui avait émis le titre le 22/10/2015, ne nous avait pas avisé de la vente 10/04/2014, vente que nous avons détectée lors de nos recherches

Toute poursuite sur le prix de vente fin 2015, se révélait vaine.

Nous avons présenté ces deux titres en non-valeur. La non-valeur a été acceptée et comptabilisée en date du 15/11/2017  
Les sommes apparaissent en restes à recouvrer, car l'admission en non-valeur n'éteint pas la dette en principe.

La Chambre Régionale des Comptes considère que les lettres de relances et les mises en demeures, pour lesquelles le comptable ne peut justifier d'accusés de réception, n'ont pas pu interrompre la prescription.

Que le Titre 2012- 2678 se trouvait ainsi prescrit le 11 septembre 2016 et le titre 213-2737 se trouvait prescrit le 31 décembre 2017.

Que l'acceptation de l'admission en non-valeur par délibération du 30 juin 2017, n'exonère pas le comptable de sa responsabilité personnelle et pécuniaire, d'où la mise en débet du comptable.

Dans la réponse de l'ordonnatrice faite le 17 mars 2022 à la Chambre Régionale des Comptes, madame le maire fait valoir que la commune de Biarritz n'a subi aucun préjudice financier du fait du comptable.

#### Deuxième manquement pour un montant de 3 258,02€

Il concerne les titres émis à l'encontre d'un débiteur public au nom de « Trésorerie Générale des Pyrénées Atlantiques » 8 place d'Espagne à Pau.

Titre 2012-1996 pour 2 939,13 € du 10/09/2012

titre 2012-2035 pour 318,89 € du 11/09/2012

Ces titres sont relatifs au recouvrement des frais de consommation de gaz.

Pour information sur le suivi du dossier :

Le premier acte interruptif de prescription date du 07/12/2015

Avis des sommes à payer, envoyé en recommandé avec AR, à la DDFIP 64

Nous avons avisé l'ordonnateur.

Suite à cela un échange de courriel entre les services financiers de l'ordonnateur et la DDFIP 64 service des domaines a eu lieu le 24/06/2016, le 13/09/2016

réponse de la DDFIP Service de domaines le 14/09/2016

réponse des services financiers de la ville le 7/11/2016

La DDFIP n'a pas répondu à ce dernier courriel.

Le dernier acte envoyé par la trésorerie est une mise en demeures du 05/04/2017 envoi en courrier simple sans AR.

La Chambre Régionale des Comptes considère que la mise en demeure en date du 7 décembre 2015 concernant le titre 2012-1996, justifiée par un recommandé avec accusé de réception, est interruptive de la prescription, jusqu'au 7 décembre 2019.

Que, pour le titre 2012-2035, les mises en demeures émises régulièrement par trimestre entre le 04/02/2013 et le 05/04/2017, ne pouvant pas être justifiées par un recommandé avec accusé de réception, ne sont pas considérées comme interruptives de la prescription.

Que les échanges de courriel entre l'ordonnateur et son débiteur (dernier courriel du 07/11/2016) portent bien sur l'existence d'un litige sur des sommes à payer, mais n'ont pas eu pour conséquence, de la part de la DDFIP 64, une reconnaissance explicite de sa dette au sens de l'art 2240 du code civil

Qu'en conséquence, le titre 2012-1996 est prescrit depuis le 7 décembre 2019 et le titre 2012-2035 est prescrit depuis le 10 septembre 2016, d'où la mise en débet du comptable.

Dans la réponse de l'ordonnatrice faite le 17 mars 2022 à la Chambre Régionale des Comptes, madame le maire fait valoir que la commune de Biarritz n'a subi aucun préjudice financier du fait du comptable.

#### Troisième manquement pour un montant de 376 037,07 €

Il concerne le versement de rémunérations en l'absence de pièces justificatives.

Les sommes concernées sont relatives au recrutement dans un emploi de collaborateur de cabinet du 14 septembre 2015 de Monsieur Olivier LEPINE (effet au 01/09/2015)

pour les exercices

année 2015 ( de septembre à décembre ) :	28 773,80
année 2016	86 529,90
année 2017	87 177,39
année 2018	86 722,06
année 2019	86 833,92
total :	376 037,07

Pour information sur le suivi du dossier :

M LEPINE Olivier est recruté en qualité de collaborateur de cabinet entre septembre 2015 et décembre 2019. (la fin de son contrat est le 03/07/2020)

Une délibération du 28 juin 1991 a créé un poste de collaborateur de cabinet qui a été pourvu de novembre 2014 à octobre 2018 ( M Snollaert ).

Un deuxième contrat du 14 septembre 2015 recrute un second collaborateur de cabinet de septembre 2015 à décembre 2019 ( M Lepine).

La Chambre Régionale des Comptes Nouvelle-Aquitaine constate que le recrutement de monsieur Lepine, ne fait référence à aucune délibération ayant créé un second emploi de collaborateur à compter du 1 septembre 2015, à temps non complet pour la durée du mandat du maire.

Le Contrat indique comme attendu « Vu l'inscription au budget des crédits correspondants ».

La Chambre Régionale des Comptes Nouvelle-Aquitaine, indique que si l'inscription des crédits budgétaires est un élément nécessaire, il n'en demeure pas moins que cette ouverture de crédits n'est pas suffisante, et qu'une délibération créant de second emploi de collaborateur de cabinet devait être prise.

Que cette absence de délibération, fait que la dépense se trouve privée de fondement juridique et apparaît comme un versement d'indu, qui justifie la mise en débet du comptable.

Dans la réponse de l'ordonnatrice faite le 17 mars 2022 à la Chambre Régionale des Comptes, madame le maire tout en confirmant que l'absence de délibération pour la création de ce deuxième poste de collaborateur, fait valoir que la commune de Biarritz n'a subi aucun préjudice financier du fait du comptable.

Au vu de ces éléments, afin de pouvoir déposer un dossier de demande de remise gracieuse auprès du Ministre (service Mission en charge de la responsabilité personnelle et pécuniaire des comptables), je vous prie, madame le maire de bien vouloir demander au Conseil Municipal de la Ville de Biarritz la prise d'une délibération indiquant son avis favorable explicite, à la demande de remise gracieuse du comptable.

Je me tiens à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Je vous prie de croire en tout mon dévouement et vous prie d'agréer, Madame, l'expression de ma considération distinguée.

Le Trésorier  
Jean-Marie FRANZAK